



CGC Finances Publiques

86/92 Allée de Bercy

Bâtiment Turgot

Télédoc 909

75572 PARIS CEDEX 12

Tél. : 01.53.18.01.73 – 01.53.18.00.69 ou 04.58.

Sites : www.cgc-dgfip.info

Adresses mail : cgc-dgfip.bn@dgfip.finances.gouv.fr

Chronique du mois



Août 2019

ILLECTRONISME

L'exclusion numérique: les administrations complices

D'un côté, nous voyons des petits jeunes empocher des millions de dollars en jouant en ligne. De l'autre, leurs contemporains tremblent comme des feuilles devant les bornes électroniques de Pôle-Emploi de peur de perdre leurs maigres allocations. Des mamies ne savent plus faire valoir leurs droits à une maigre retraite. D'un côté, il y a les métropoles connectées, de l'autre, les hameaux oubliés des autoroutes de l'information.

Un cri se fait entendre au milieu de ce désert numérique: « *On est en train de court-circuiter toutes ces petites choses qui font les rapports humains. On est quand même des mammifères. Même si on ne parle pas la même langue, on arrive à se comprendre et à affiner nos émotions grâce au regard, au contact. Là, on passe par des tablettes. Comment ils se regarderont, les gens, demain ? Est-ce qu'ils comprendront encore les codes qu'on a, nous, pour l'instant, naturellement dans les yeux ?* »

Les guichets se vident. Les administrations, mais aussi les rendez-vous médicaux, les services de transports, les commerçants et même les associations : toute la société a choisi la voie de la dématérialisation. Heureusement, il y a encore des services civiques, à peine sortis de l'enfance et payés trois euros six sous - trois pour le prix d'un fonctionnaire - qui aident les malheureux illectroniques à cliquer entre la vie et la mort sociale. N'oublions pas aussi les carrefours des solidarités pour accompagner ceux qui se croient bêtes, ceux qui abandonnent, ceux qui souhaitent avoir un rendez-vous avec quelqu'un en chair et en os.

Mais tout cela ne remplacera jamais les réseaux locaux qui jouaient le rôle de capillaire dans la circulation des informations dans notre pays. Au nom de la productivité, nous avons fait le choix d'abandonner une structure qui, s'il fallait la rendre plus réactive, n'en était pas moins le moyen pour l'État de vivre au milieu de sa population. Et sa gestion ne coûtait pas si cher que cela : en tous cas, moins que la redistribution sociale ou que tel choix politique hasardeux.

Les relations avec nos publics deviennent de plus en plus impersonnels. Le décideur n'est plus au milieu de sa circonscription tel un seigneur en son fief. Et après, on s'étonne de voir monter les incompréhensions dans ces bagarres truquées où les Français se cherchent sans se trouver. Il est plus que temps désormais de renouer des liens avec les vrais gens. Il est temps de retisser le maillage territorial pour rendre un visage humain à la technocratie. Il est temps de retrouver l'élan des IIIème et IVème Républiques qui irriguèrent la collectivité des bienfaits des institutions.

Ce n'est pas contre le progrès mais il n'existe pas vraiment sinon que chaque citoyen puisse en avoir sa part. La modernité, ce n'est pas tourner le dos et faire perdre son temps aux usagers mais les prendre pour des personnes raisonnables et accepter d'eux tout canal d'échange possible. Nous souhaitons tous contribuer à bâtir une administration moderne et sereine, au service de la collectivité, avec des conditions de vie au travail qui seraient saines.

Nous ne sommes pas encore très nombreux à relayer ce discours mais nous espérons que d'autres collègues s'y reconnaîtront et s'y associeront.

Nous remercions notre collègue Pierre-Emmanuel BAUDOIX ... informaticien de son état (!), pour sa contribution au regard atypique mais profondément humaniste ! Pierre-Emmanuel est membre titulaire élu au CTL des services centraux DGFIP.

A lire à l'appui de ce billet d'humeur et pour en savoir plus, un article très « inspirant » dans LE MONDE DIPLOMATIQUE d'août 2019 intitulé « Peut-on encore vivre sans internet ».

**Pour recevoir régulièrement des informations
de la CGC Finances Publiques
Renvoyez par courriel votre demande expresse à :
cqcdgfip.bn@dgfip.finances.gouv.fr**

Encore mieux, soutenez la CGC ! Adhérez !